

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/64

2 novembre 1995

(95-3388)

Comité des sauvegardes

Original: français

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LA ROUMANIE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 octobre 1995.

Observations préliminaires

La Roumanie réunit en un seul instrument de politique commerciale les dispositions en matière d'antidumping, subsides et mesures de sauvegarde.

La législation de la Roumanie a été adoptée en 1992 et, au stade des informations dont dispose la Communauté, ce pays n'a pas communiqué avoir adapté sa législation en fonction de la conclusion des accords du Cycle d'Uruguay. En ce qui concerne plus spécialement les mesures de sauvegarde, seul le principe de base pour le déclenchement de ces mesures est énoncé (article 14 de la Loi n° 128 du 24 août 1994).

Conclusion

Dans ces conditions, la Communauté considère que le texte notifié au Comité des sauvegardes n'est ni complet ni conforme au texte de l'Accord sur les sauvegardes.

La Communauté invite la Roumanie à compléter sa législation pour y refléter les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et, à ce stade, se réserve toute observation spécifique sur la législation déjà notifiée au Comité des sauvegardes.

¹G/SG/N/1/ROM/1.